

## **La question nationale durant la deuxième guerre impérialiste, C.E.I. de la IVe Internationale.**

### **Numéro 23, septembre 1985.**

A la veille de la deuxième guerre mondiale, Trotsky prenait sur la question nationale une position analogue à celle de Lénine pendant l'autre guerre et qui devait nous servir de guide général pour notre attitude envers les problèmes soulevés par l'occupation allemande de l'Europe.

En 1916, Lénine avait écrit :

*« Que la présente guerre impérialiste de 1914-1916 se transforme en une guerre nationale, cela n'est pas du tout vraisemblable ; car la classe qui représente un progrès vers l'avenir, c'est le prolétariat qui, objectivement s'efforce de transformer cette guerre en guerre civile contre la bourgeoisie ; en outre, les forces des deux coalitions ne sont pas sensiblement inégales et le capital financier international a constitué partout une bourgeoisie réactionnaire. Mais il est impossible de déclarer qu'une telle transformation soit impossible : si le prolétariat de l'Europe restait dans l'impuissance pour une vingtaine d'années ; si la guerre actuelle se terminait par des victoires dans le genre de celles de Napoléon et par l'asservissement d'une série d'Etats nationaux viables ; si l'impérialisme hors d'Europe (celui du Japon et de l'Amérique en tout premier lieu) se maintenait aussi pendant une vingtaine d'années, sans laisser de place au socialisme par exemple en raison d'une guerre américano-japonaise, alors serait possible une grande guerre nationale en Europe. Ce serait un développement de l'Europe dirigé en arrière, une régression de quelques dizaines d'années. C'est improbable. Mais cela n'est pas impossible, car imaginer l'histoire universelle marchant régulièrement et sûrement de l'avant, sans faire parfois de gigantesques sauts en arrière, cela n'est pas d'un dialecticien, cela n'est pas scientifique, cela est théoriquement faux ».*

La position adoptée par Trotsky en 1938 est axée sur la même ligne générale qu'il ne peut être question de transformation de la deuxième guerre impérialiste en guerre nationale, qu'il ne peut être question de considérer les grandes nations capitalistes et impérialistes, de l'Europe, éventuellement vaincues et occupées par leurs adversaires, comme étant rétrogradées au rang des nations opprimées et justifier ainsi la lutte de leur bourgeoisie comme lutte « nationale » qu'il ne peut être question d'une « révolution nationale et démocratique » distincte de la révolution socialiste.

Malgré cet avertissement clair et précis, l'occupation allemande a eu comme conséquence le développement dans nos rangs de deux positions extrêmes et également fausses sur la question nationale, l'une représentée par la direction de notre section allemande I.K.D. et formulée dans les « Trois Thèses », qui constitue la déviation opportuniste et révisionniste, et l'autre, représentée par les tendances minoritaires dans certaines de nos sections et qui constitue la déviation ultra-gauchiste et sectaire. Entre les deux, d'autres opinions plus ou moins rapprochées de l'une ou de l'autre de ces tendances extrêmes ont été développées.

Quelle était dans ces conditions la position juste ?

Il fallait tout d'abord reconnaître le caractère impérialiste de la guerre, des deux côtés, aussi bien de l'Allemagne que des nations alliées et ne considérer comme guerre « progressiste » que la lutte menée par l'U.R.S.S. dans sa phase non-annexionniste.

Ensuite, il s'agissait d'établir une première distinction entre les grands pays impérialistes vaincus (la France en particulier) et occupés, et les « petits Etats » annexés ou opprimés, tout en tenant compte de l'évolution subie dans l'entre-deux-guerres par une série de ces « petites nations ». Plusieurs d'entre

elles n'avaient pas seulement théoriquement la possibilité d'opprimer un autre peuple, comme du temps de Lénine, mais s'étaient développées en pays capitalistes et impérialistes effectivement oppresseurs (Tchécoslovaquie, Pologne, Yougoslavie) d'autres peuples.

Dans tous les pays occupés, grands ou petits, la bourgeoisie devait être considérée comme réactionnaire et incapable de mener une lutte pour l'indépendance nationale, ayant été scindée en deux fractions, liées chacune à l'un des deux grands clans impérialistes opposés.

Ces constatations permettaient d'adopter une tactique marxiste révolutionnaire envers ce qu'on appelait « *la nouvelle question nationale en Europe* ». Le prolétariat révolutionnaire reconnaissait que l'occupation allemande était la cause d'une oppression nationale certaine et inscrivait dans son programme la revendication du droit de chaque peuple à disposer de lui-même. Ne faisant aucune confiance à sa propre bourgeoisie, et reconnaissant que la lutte pour l'indépendance nationale est inséparable, à l'époque impérialiste, de la lutte contre l'impérialisme et pour le socialisme, il menait la lutte d'après ses propres méthodes de classe, à savoir : en Allemagne même, il était pour le renversement révolutionnaire du nazisme et la levée de l'occupation de l'Europe par les troupes allemandes. Dans les pays occupés, il menait la lutte contre l'occupation allemande dans un sens internationaliste et de classe, en mettant l'accent sur la fraternisation avec les ouvriers allemands en uniforme et la nécessité de la libre fédération des peuples dans les Etats-Unis socialistes d'Europe. Il rejetait par conséquent l'idée d'une « *révolution nationale démocratique* », par laquelle devait passer préalablement sa lutte avant de commencer de se développer sur la base de son propre programme socialiste et aboutir à la révolution prolétarienne. La revendication du droit de chaque peuple à disposer de lui-même ne constituait en aucune façon, même pour une période limitée, un but en soi qui effaçait le reste du programme révolutionnaire, internationaliste et socialiste, mais une parcelle de ce dernier, subordonnée à l'ensemble.

Le problème le plus délicat soulevé par l'occupation était celui de l'attitude à adopter envers les « *mouvements nationaux* » et les organisations de « *résistance nationale* ». Ces mouvements n'étaient pas le produit artificiel de la propagande chauvine de la bourgeoisie « *alliée* » et des partis staliniens. Ils représentaient surtout, et cela dans tous les cas où ils ont acquis un caractère de masse, la forme que revêtait la réaction spontanée des masses ouvrières et petites-bourgeoises, paysannes et citadines, devant l'oppression de l'impérialisme occupant et de la bourgeoisie nationale. Canalisés dans les organisations de « *Résistance* », ils tombaient automatiquement sous la direction de la bourgeoisie « *résistante* » et des partis staliniens qui luttaient sur la base d'un programme de chauvinisme à outrance.

Les rapports du parti du prolétariat révolutionnaire avec ces formations de l'« *union sacrée* » qui défiguraient le caractère impérialiste de la guerre et portaient des coups mortels à l'internationalisme de la classe ouvrière, ne pouvaient être réglés autrement que par son indépendance organisationnelle et politique envers elles et par l'intransigeance de sa lutte contre leur programme et leur action social-patriote et social-chauvin. Mais par contre un travail patient, systématique, dans ces organisations, pour détacher de l'emprise idéologique chauvine les éléments révolutionnaires qui s'y trouvaient et les regrouper sur une base de classe était nécessaire.

C'est dans ce sens que la conférence européenne de février 1944 a tâché de poser et de résoudre le problème de notre attitude envers les groupements « *nationaux* » et les « *organisations de résistance* ». On ne connaît pas encore la politique exacte suivie par chacune de nos sections européennes pendant la guerre. Il est fort possible et même probable que des erreurs aient été commises et que des déviations à gauche ou à droite plus ou moins marquées aient été signalées.

Comme déviations ultra-gauchistes doivent être considérées toutes les tendances qui niaient l'existence d'une oppression nationale, qui ne se prononçaient pas clairement sur le droit de chaque peuple à disposer de lui-même, qui omettaient d'organiser sous leur propre drapeau (le drapeau du parti

révolutionnaire) la lutte contre l'occupation allemande (menée bien entendu dans un sens internationaliste et de classe, qui minimisaient l'importance du travail dans les organisations populaires (F.T.P. français ; partisans yougoslaves et grecs, etc.).

Comme déviations droitières et opportunistes doivent être cataloguées toutes les tendances qui faisaient de la revendication de chaque peuple à disposer de lui-même un but en soi, le séparant du reste du programme socialiste, révolutionnaire et internationaliste, qui étaient sous une forme ou sous une autre, pour notre participation ou notre collaboration en tant que mouvement politique avec les organisations de la « *Résistance* », qui mettaient sur le même plan la « *résistance nationale* » dans un grand pays impérialiste vaincu comme la France, et dans des « *petits Etats* » opprimés comme la Yougoslavie.

*Quatrième Internationale, n° 25-26, décembre 1945/janvier 1946, Editorial du C.E.I. de la IVe Internationale*